

L'emploi public :

périmètres et concepts

Le périmètre de l'emploi public

- . Approche juridique au sens de l'Observatoire de l'emploi public (décret du 13 juillet 2000)

- . Approche économique au sens de la Comptabilité Nationale

- . Approche juridique (la fonction publique):

Tout organisme de droit public à caractère administratif recrutant des agents de droit public

- . Approche économique (les administrations publiques ou “APU”):

Tout organisme non marchand financé majoritairement par prélèvements obligatoires

La fonction publique dans l'économie nationale - classement des employeurs

Ligne	Administrations publiques - Services non marchands			Hors administrations publiques - Services marchands			
	Statut de recrutement de droit commun de l'agent			Statut de recrutement de droit commun de l'agent			
	Colonnes			Colonnes			
	Statut juridique de l'employeur	1	2	3	4	5	6
Intitulé	Codification	droit public	droit public particulier	droit privé	droit public	droit public particulier	droit privé
Sirene							
1	Administration de l'État	71	Ministères				
2	Collectivités territoriales	72	Régions, départements, communes				
3	Établissements publics administratifs	73	ANPE, Crous, CNRS Inra, Inserm EPLÉ, EPA des Coll. ter. Hôpitaux publics	Organismes consulaires ASA	Caisses nationales du régime général de Sécurité sociale	OPHLM Caisses de crédit municipal Maisons de retraite publiques	
	organismes publics administratifs	74		GIP non marchands	IGSA, Institut franco-allemand St Louis	Caisse des dépôts et consign. Cercles et foyers des armées	GIP marchands, Cultes d'Alsace-Lorraine
4	Personnes morales de droit public soumises au droit commercial	4	ONIC et autres organismes d'intervention agricoles		ADEME, BRGM, CEA, Charbonnages de France, CIRAD, Cnes, Onera, Opéra nat de Paris, Réunion des musées nationaux, Offices de tourisme...	La Poste Office national des forêts	Étab français du sang Ports autonomes Ugap, AFD Opac Epic locaux et régies
5	Personnes physiques, sociétés commerciales	1,2,3,5,6 (hors 32)			Safer et divers	dont DCN, EDF, GDF France Télévision GIAT industries Imprimerie nationale	dont Air France France Télécom
6	Organismes privés spécialisés et groupements de droit privé	8,9			Organ. de protection sociale Enseigné privé sous contrat Hôpitaux sous dotation globale Associations Odac Associations Odal		Mutuelles, comités d'entrep. organismes professionnels syndicats de propriétaires Associations et fondations non à financ public maj.

Légende

 Fonction publique

Effectifs des **administrations publiques** en 2004 : 5,949 millions de personnes

Effectifs de la **fonction publique** en 2004 : 5,108 millions hors emplois aidés et 5,256 millions avec emplois aidés

Source : DGAFP

Ch. Gonzalez-Demichel

CNIS : présentation au groupe de travail du 29 mai 2007

Les unités de décompte des effectifs

- . Effectifs physiques : personnes rémunérées présentes à une date donnée, pour l'analyse macro-économique
- . Equivalents Temps Plein (ETP) : pour la mesure de la force de travail réellement disponible
- . Equivalents Temps Plein Travaillés (ETPT) : pour le décompte des plafonds d'emplois
- . Effectifs physiques mensuels en moyenne annuelle : pour l'ampleur du turn-over

Les critères de dénombrement des effectifs

- . Emplois exercés à titre principal (celui qui occupe l'essentiel du temps de la personne, afin d'éviter les doubles comptes)

- . Emplois permanents/emplois non permanents

Fonction publique et administrations publiques au 31.12.2004

en milliers

	organismes non marchands	organismes marchands	Emploi hors comptabilité nationale (outre- mer et étranger)	Total	Total hors emplois aidés
Fonction publique en comptabilité nationale	5 098			5 098	4 954
Fonction publique hors comptabilité nationale		102 (3)	56	158	154
Total fonction publique	5 098	102 (3)	56	5 256	5 108
Autres administrations publiques	851				
<i>Autres organismes publics (1)</i>	117				
<i>Autres organismes privés (2)</i>	734				
Total des administrations publiques	5 949				

(1) Epa à recrutement de droit privé, organismes consulaires, GIP (groupements d'intérêt public), autres organismes de droit administratif, Epic non marchands.

(2) organismes financés par un financement majoritairement public : enseignement privé sous contrat (enseignants et non enseignants), associations non marchandes, organismes de protection sociale, hôpitaux privés sous dotation globale.

(3) Caisse des dépôts et consignations, la plupart des établissements d'hébergement pour personnes âgées, Epa marchands, Cercles et foyers des armées.